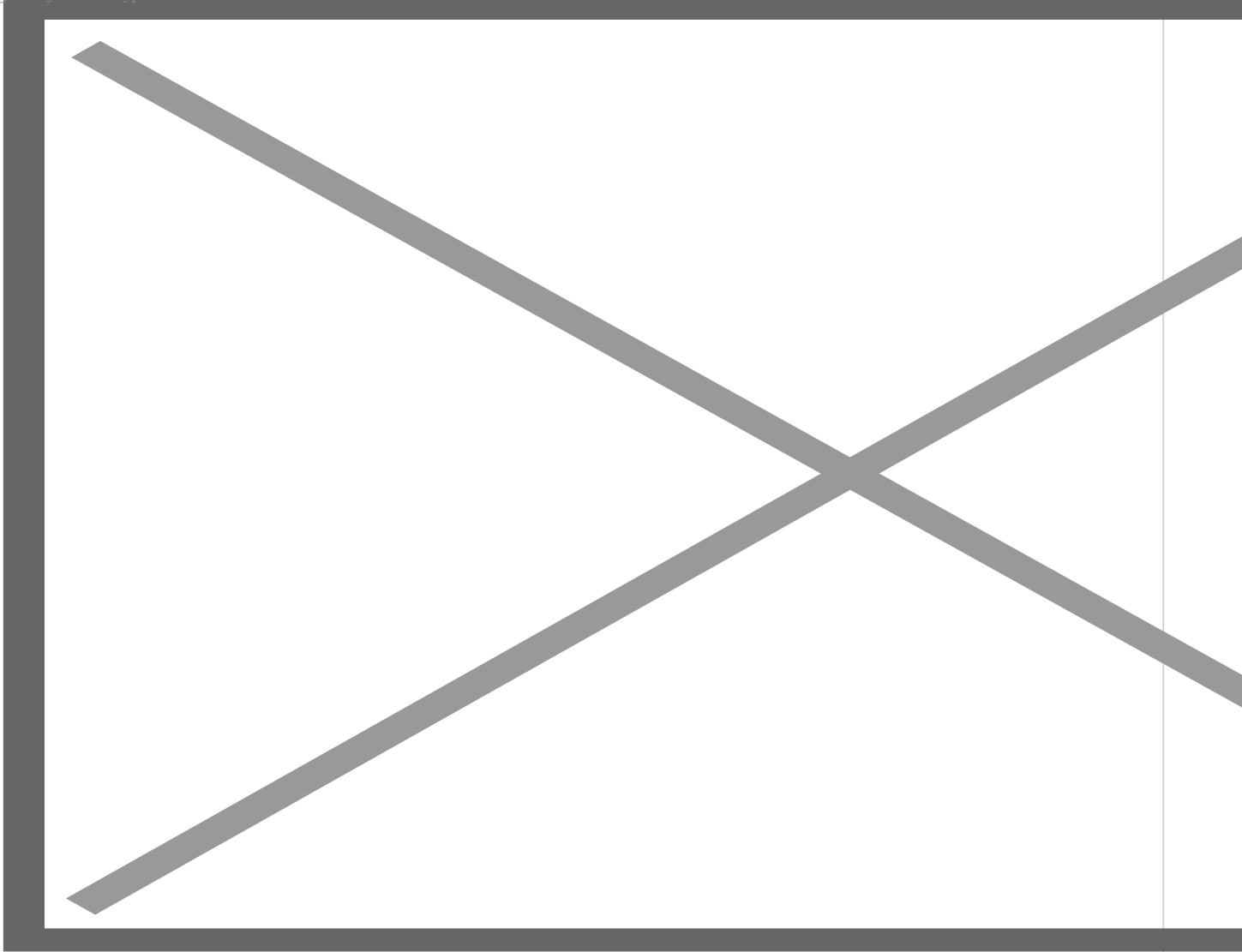


Le gouvernement du Pérou refuse de demander un audit international à l'élection

Image not found or type unknown



Lima, 4 juillet (RHC) Le compte à rebours pour la proclamation de Pedro Castillo comme président du Pérou s'est accéléré aujourd'hui, après le refus officiel par le gouvernement de la demande de la candidate vaincue Keiko Fujimori d'un audit international des résultats des Élections.

La proclamation attend que le Jury National des Elections (JNE) en fixe la date car il doit terminer l'analyse des plaintes des réclamations fujimoristes sur une fraude présumée rejetée par la justice électorale pour manque de preuves.

Le ministre de la Justice, Eduardo Vega, a répondu hier soir à la demande de Fujimori que le président Francisco Sagasti, à qui elle avait fait la demande, et le Gouvernement dans son ensemble estiment qu'il est impossible de répondre à sa demande car ils doivent rester neutres et se conformer aux décisions du JNE.

Fujimori a réagi irritée, accusant le président tacitement de manque de grandeur et d'être un président par accident.

Le qualificatif fait allusion au fait que Sagasti a été nommé par le Parlement après la chute du gouvernement d'extrême droite de Manuel Merino, condamné par une grande protestation sociale exigeant un remplaçant étranger aux sièges parlementaires qui ont précédé Merino.

'Malgré cette grande déception, notre lutte ne s'arrête pas', a ajouté Fujimori, laissant entendre qu'elle poursuivra ses revendications et son refus de reconnaître sa défaite, comme en témoigne un sit-in d'un petit groupe de partisans devant le palais législatif, quelque chose que beaucoup considèrent comme des rôles d'une cause ratée.

La phrase de la fille du prisonnier Alberto Fujimori a cependant rappelé sa réticence à reconnaître un revers similaire il y a cinq ans, après lequel sa large majorité parlementaire a déstabilisé le vainqueur, Pedro Pablo Kuczynski, néolibéral, jusqu'à le forcer à renoncer, une crise permanente a suivi.

Cette fois-ci, elle n'aura pas de majorité parlementaire, mais elle pourra rassembler des forces avec des législateurs d'extrême droite qui, comme elle, s'obstinent à nier la légitimité du président virtuel élu et prêchent également l'anticommunisme, au point d'encourager un possible coup d'État militaire.

Des forces de centre, populistes ou de droite modérée, d'autre part, dessinent des positions plus raisonnables, comme la députée élue Flor Pablo, qui a qualifié de crise de colère antidémocratique l'attitude de Fujimori et elle a soutenu la réponse gouvernementale à ses préoccupations.

'Je pense que la réponse du gouvernement est ce que nous attendions de ceux qui croient en la démocratie et qui se déclarent démocrates', a-t-il dit en demandant que le JNE proclame Castillo comme président le plus rapidement possible.

La même position critique contre la victoire de l'enseignant rural a été adoptée par le porte-parole du parti Podemos, Carlos Anderson, et le chef de l'Alliance pour le progrès du centre-droit, César Acuña, qui a précisé que deux membres de son parti activistes de la fraude présumée agissent à titre personnel.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/262776-le-gouvernement-du-perou-refuse-de-demander-un-audit-international-a-lelection>



Radio Habana Cuba